Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 117 (1972)
Heft: 10

Artikel: Les budgets militaires
Autor: Perret-Gentil, J.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343819

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les budgets militaires

C'est l'époque où s'élaborent les budgets. Ceux concernant les armées donnent des vues précises sur l'évolution de la politique militaire des pays en cause. L'excellente revue allemande *Wehrkunde* a donné un exposé détaillé et très suggestif sur cette question.

Allemagne

D'après le projet gouvernemental allemand, le budget de la nation s'élèvera à 106,6 milliards de marks (DM) et sur cet ensemble, 24,7 milliards iront à la Défense, soit environ le quart. Ce montant s'inscrit dans un fascicule particulier dénommé « Plan unitaire 14 » pour l'année 1972. Il comporte au départ un actif de près d'un demi-milliard, provenant sans doute du précédent exercice. Et les 24 milliards de dépenses envisagées initialement ont été augmentés par un apport provenant du budget général d'un demi-milliard au total, mettant le budget militaire un peu au-dessus de 25 milliards de DM. Les postes ci-après sont en cause: achat d'avions du type Phantom F-4 F, dont il faut espérer qu'ils ne subiront pas les pertes graves par accidents subis dont ont été victimes les précédents Starfighter: 146 appareils perdus sur un total de 915, ce qui serait imputable à une inadaptation aux conditions de l'Europe, sans recul suffisant; achat également d'hélicoptères de transport (ou d'emploi tactique); et enfin, participation aux dépenses d'infrastructure dans le cadre du renforcement de l'OTAN en Europe.

Ce chiffre global de 25 milliards de DM, aussi bien en lui-même que par rapport au budget général, est assez élevé, sans doute le plus fort de l'Europe. Cependant, il n'est pas toujours facile de comparer les budgets nationaux, qui ont leurs particularités de conception et couvrent souvent des choses différentes par extension des activités étatiques.

Dans le cas présent, il a été prévu théoriquement pour l'ensemble du budget une augmentation de 10% (2,5 milliards) au cas où les circonstances le nécessiteraient; 1 milliard supplémentaire serait alors dévolu à la Bundeswehr pour des tâches qui n'ont pas été détaillées.

S'il peut apparaître au premier abord que la situation financière de l'armée est florissante, il n'en faut pas moins considérer, comme le fait

l'auteur de l'exposé allemand, que le budget général a été augmenté de 8,4% par rapport à l'année précédente, tandis qu'il n'en n'est pas de même de celui des forces armées, qui se trouve en retrait par rapport à l'augmentation générale. En onze ans, de 1961 à 1971, le budget de l'Etat est passé, en suivant une augmentation régulière, de 45,2 milliards à 98,4 milliards. Par contre, les dépenses de l'armée pour la même période se sont élevées de 11,7 à 21,8 milliards. D'une manière générale, le budget national a été plus que doublé, tandis que celui de la Défense ne l'a été qu'un peu moins.

Ce phénomène de la moindre augmentation du budget militaire est assez général et se retrouve dans plusieurs pays. Il est nettement plus accusé pour la France, où le budget général a été très nettement surchargé de tâches nouvelles; il est certain que les dépenses de l'armée n'ont pas suivi la même courbe. Les experts allemands font toutefois à peu près les mêmes constatations — sur des montants moindres — et notent particulièrement les augmentations importantes des prestations sociales, les dépenses accrues concernant l'économie, la recherche scientifique, ainsi que la dépréciation de la monnaie, qui est évidemment le phénomène de base et qui sévit de plus en plus d'une façon pernicieuse dans les pays fortement industrialisés. Cependant on remarque aussi que, de plus en plus, la part des augmentations de salaires grossit énormément en laissant de moins en moins de possibilités pour les investissements.

D'ailleurs, le Gouvernement allemand, dans son Livre Blanc accompagnant le projet de budget, a posé la question: « Dans quelle mesure la part des investissements prévus suffira-t-elle à créer de nouveaux matériels de remplacement des systèmes d'armes, véhicules et matériels venus à usure? » Or, cette part devrait accuser des chiffres très élevés. Un homme d'Etat a fait remarquer qu'une même situation conduirait à sa ruine une entreprise privée...

Pour l'étude de la question de la part des investissements — et comme cela est fait également ailleurs — il est établi deux grands chapitres des dépenses: celles de fonctionnement et celles des investissements. Les premières comprennent surtout les frais de personnel, leur rémunération, leur entretien, l'entretien aussi des matériels — en un mot tout ce qui n'augmente en rien le domaine ou l'avoir des armées. Celles des investissements, comme son nom l'indique, ne concernent que l'augmentation de cet acquis ou, ce qui est important, son renouvellement.

Selon les chiffres allemands, dans la première catégorie, la proportion par rapport à l'ensemble durant les années 1970, 1971 et 1972, a été successivement de 66,6 %, 66,3 % et 70,9 %. Cela a porté sur des chiffres, qui sont respectivement de 13,3, 14,4 et 17,9 milliards. La proportion par rapport à l'ensemble du budget militaire est nettement supérieure à celle atteinte en France. Les postes au plus fort accroissement ont été effectivement les salaires, accusant des augmentations de 14,1 %, 8,6 % et 15,6 %; et plus encore, les dépenses concernant les œuvres au profit de la troupe, toujours durant les trois années en cause: 10,7 %, 19 % et 70 %. Dans toutes ces dépenses de fonctionnement, il n'y a pas un seul poste qui soit en diminution.

Dans le chapitre des investissements, l'ensemble est forcément beaucoup plus faible et les trois pourcentages annuels — par rapport à l'ensemble — ont été respectivement de: +8,5 %, +23 % et —3,6 %. Il y a là une certaine irrégularité, qui normalement devrait être un accroissement plutôt constant. De nombreux autres postes sont négatifs, mais cela provient aussi que chaque année un progrès porte sur une branche ou l'autre, si bien que les investissements de l'année suivante sont alors très faibles dans les postes en question.

Cependant, l'ensemble du budget militaire accuse une tendance à une augmentation générale, soit pour les trois années en cause, respectivement: montant général de 20 milliards et augmentation de 2,6 % par rapport à l'année précédente; 22 milliards et +9,1 % et 24 milliards et +11 %. Dans ces chiffres n'est pas compris le demi-milliard ajouté pour 1972 issu du budget national, essentiellement des investissements, ce qui augmenterait d'autant leur part. Enfin, par rapport à l'ensemble du budget de l'Etat, le pourcentage est pour ainsi dire constant: 22,9 %, 22,2 % et 22,7 %. Néanmoins, si cela constitue une caractéristique assez sérieuse, il n'en demeure pas moins que cette fraction des investissements est nettement faible, une des plus basses des grandes puissances militaires. Et déjà à plusieurs reprises, les autorités n'ont pas manqué de pousser des cris d'alarme à ce sujet. Outre ce qui a déjà été dit, l'accent a été mis sur l'aggravation de cette tendance d'une augmentation des dépenses de fonctionnement, qui a dépassé les deux tiers des budgets. Même si le nouveau crédit probable (demi-milliard) devient une réalité, comme il semble, la part des investissements ne serait encore que de 30,5 %. Les experts font également remarquer que l'équilibre souhaitable entre

les deux grandes catégories devrait normalement découler du fait que, considérée comme une entreprise, la Bundeswehr est à double caractéristique, découlant d'une part de son potentiel humain et d'autre part de ses existants en matériels.

Cependant, malgré cette répartition défavorable des dépenses, l'Allemagne, selon une statistique de l'OTAN, est un des pays dépensant le plus par habitant, soit l'équivalence de 139 dollars, après les Etats-Unis, 373 dollars et suivie par la France, 122; puis la Norvège, 107; l'Angleterre, 106 et le Canada, 89 dollars — pour ne citer que les plus hauts postes.

La masse du personnel allemand de la défense est élevée (chiffre prévu pour le budget de 1972) soit 657 548 personnes, dont 171 548 civils. Les hommes de troupe comprennent les soldats sous contrat et les appelés, les deux catégories à peu près à égalité. Le budget prévoit les postes ci-après: 172 généraux (ou rang de), 11 465 officiers d'état-major; 26 125 officiers subalternes; 149 636 sous-officiers. Le personnel civil se départage en 23 364 fonctionnaires, 62 439 employés et 85 745 ouvriers.

Pour certains matériels, un programme est en cours d'exécution portant sur plusieurs années. Il a été mis en œuvre, mais il ne semble pas avoir été développé dans la même mesure qu'aux Etats-Unis et en France. Il a été indiqué que le document ministériel « Plan unitaire 14 » donne une vue d'ensemble sur la question; 68 programmes ont été établis, pour lesquels des calculs ont été faits. Il ne paraît pas qu'un vote parlementaire de durée pluri-annuelle ait été prévu.

En cours de lecture au Parlement, le « Plan unitaire 14 » a été revu à fond pour tenter de faire face au déséquilibre des deux grandes catégories de dépenses. Mais, en raison des augmentations massives en soldes, traitements et salaires, il semble bien aléatoire de pouvoir déterminer des abattements appréciables à opérer dans ce domaine. Il a été question de s'en prendre au projet d'un avion à décollage vertical dont le développement est chiffré à 1,5 milliard de DM. Deux prototypes ont déjà été construits, qui marqueraient pour l'Allemagne la renaissance de son industrie aéronautique. Il serait en tout cas bien délicat de briser ce programme.

Le présent exposé budgétaire de la Bundeswehr paraît devoir être utilement complété par le rappel des faits les plus marquants survenus

dans les forces armées. L'armée de terre a créé dernièrement, s'ajoutant aux deux précédents types de brigades, mécanisée et blindée, une brigade de chasseurs portés. Il y aura en tout 4 brigades de cette sorte (il existe encore 2 brigades de montagne et 3 aéroportées). La nouvelle brigade est plus légère que les deux de base. Elle paraît bien destinée à opérer dans le sillage de celles-là. Elle comprend essentiellement 3 bataillons de chasseurs portés et un bataillon anti-chars. En outre, un groupement ALAT (selon le sigle français: Aviation légère de l'armée de terre) a été affecté à chacun des 3 CA. De même à chacun de ceux-ci, un des 3 régiments de chars « Leopard » de nouvelle création; puis des compagnies de combat d'infanterie, etc.; et 1 Heimatschutzkommando à chacune des six régions militaires.

La Marine pour sa part a vu l'état de ses unités passer au-dessus du niveau de 300 bâtiments, dont 164 de combat, 99 de soutien et 37 d'école et autres utilisations. Un premier sous-marin de la nouvelle série sera baptisé « U-14 ». L'Aéronavale compte 178 appareils. Un nouvel avion de transport et de liaison sera le « DO-28 D2 Skyservant », qui remplacera peu à peu le précédent type. Enfin, une frégate a été mise à la disposition de l'OTAN d'une manière permanente.

Quant à l'aviation, l'essentiel de son futur développement a déjà été indiqué, se résumant d'une part, par l'achat d'un type américain (Phantom F-4 F) et le projet allemand d'un appareil à décollage vertical.

Angleterre

Le détail du budget militaire de ce pays n'est encore guère connu, bien qu'une certaine partie des activités militaires soit diffusée par des documents dits « Notes de la Défense ». On y voit surtout les mille soucis concernant les faits courants de la défense.

Comme les forces allemands, celles de l'Angleterre ne maintiennent présentement plus guère un équilibre idéal entre les dépenses de fonctionnement, qui sont à 60 % environ de l'ensemble du budget militaire et de 40 % pour les investissements et constructions. On est toutefois plus près de l'égalité que les deux parts allemandes à équilibre plus défavorable. Mais il faut tenir compte que les forces armées anglaises comprennent un ensemble de personnel beaucoup moins élevé. Dès 1970, les effectifs globaux ont été ramenés de 425 000 à 370 000, puis 350 000 hommes

(sans compter le personnel civil). Ainsi l'ensemble serait encore au-dessous du demi-million de personnes, environ 200 000 de moins que l'Allemagne. En tout cas, le rapport a pu être maintenu au niveau 60 % et 40 %. Et bien des évacuations d'installations au-delà de Suez ont contribué certainement à des allégements substantiels.

Les derniers budgets militaires ont même été en diminution relative. Celui de 1970-71 s'est situé à 2,237 milliards de Livres sterling (20 milliards de DM pour conserver le même étalon de comparaison). Pour l'année suivante, les charges ont été de 2,5 milliards et il a été annoncé que le budget futur ne dépasserait pas ce niveau. En tout cas, ces chiffres restent en dessous proportionnellement de la hausse du coût de la vie, l'inflation étant également une maladie britannique faussant les plus belles estimations comptables...

Le budget en cause pour 1972 représente le 5,5 % du produit national brut. Parmi les dépenses les plus importantes qui aient été signalées figure une contribution accrue au système de défense de l'OTAN et qui couvre le 18 % des nouveaux aménagements, ce qui est fort estimable. Ensuite vient la construction du porte-avions « Ark Royal », ainsi que le cinquième sous-marin atomique, qui suit de très près les conceptions américaines. Il y a lieu de noter que c'est maintenant la Marine qui a la responsabilité presque exclusive de la force nucléaire stratégique. L'ancien Bomber Command a disparu bien que certains bombardiers toujours en service doivent conserver la tâche de missions stratégiques.

Il y a lieu de remarquer que la Marine et l'Aviation ont accusé dernièrement une augmentation des engagements volontaires, soit 44 000 hommes, ce qui serait imputable aussi bien à une augmentation des soldes qu'à un accroissement du chômage.

Au point de vue anglo-français, on peut également mentionner un grand effort — dans le sillage du Concorde si l'on peut dire — de création en commun d'avions tactiques, d'hélicoptères, et qui pourrait même être étendu aux engins. Si les prix ne sont pas essentiellement diminués, la charge pour chacun des deux pays sera limitée par une production en plus grande série. En outre, la Grande-Bretagne a repris son rôle traditionnel de fournisseur d'armements — en train de passer à la France — à des pays du Commonwealth.

France

On ne reviendra guère sur le cas de la France déjà traité dernièrement en ce qui concerne la question budgétaire. Toutefois, on rappellera le nouveau système des lois de programme, c'est-à-dire basées sur un vote parlementaire au début d'une période quinquennale et portant sur certains armements majeurs, qui ne peuvent être réalisés eux-mêmes que durant une longue période. Cette innovation a surtout pour but — il n'est pas inutile de le rappeler — d'assurer le développement harmonieux de programmes d'armement importants sans avoir à attendre parfois au début d'année le vote du budget et sans crainte d'une remise en cause de programmes.

Quand le plan militaire à cet effet, de cinq ans, a été voté, il devient la loi de programme, qui a été synchronisée avec le plan national afin de faciliter certains ajustements économiques et industriels. Rappelons encore que le plan français porte entièrement sur la période quinquennale et sera suivi par un nouveau plan de même durée. Le système américain est somme toute continu, c'est-à-dire qu'à chaque année nouvelle, le plan est recomplété sur le haut par une nouvelle « cinquième » année. Il n'y a pas ainsi de hiatus entre l'ancien et le nouveau plan, désavantage du système adopté par la France.

On en revient ici à la question du départage des dépenses de fonctionnement (chapitre III du budget militaire) et des dépenses d'équipement (chapitre V). Les dépenses de la loi de programme correspondent pour leur plus grande part à celles du chapitre V. Le système a fonctionné favorablement durant deux plans quinquennaux. Mais il se trouve, toujours en raison de la recrudescence de l'inflation, qu'à sa seconde année, le nouveau plan (1971 à 1975 — ces deux années incluses) doit être révisé.

L'équilibre à égalité entre les deux fractions avait été également maintenu. Mais à partir de 1968-1969, qui a vu agitation et augmentation massive de salaires, la partie fonctionnement a dépassé celle des investissements, cependant dans une proportion moindre que celles observées dans les budgets des forces allemandes et anglaises.

Les principaux éléments de la situation financière des armées françaises sont les suivants: le total programmé sur cinq ans est de 82 milliards de francs; pour le budget de 1972: chapitre III (fonctionnement) 16,653; et chapitre V, (investissements) 14,552, total 31,205 milliards;

l'équilibre à 50 % de part et d'autre est à 2 milliards près. Ce budget se compare avec le budget général de la nation de 168,5 milliards de francs. Mais le rapport des budgets successifs de la nation et des armées s'inscrit en une courbe descendante de 22,5 % en 1965 à 17,6 % en 1970. Enfin, l'indice le plus intéressant, celui du rapport budget militaire/produit national brut, suit une même sorte de courbe, de 4,25 % à 3,39 %. Comme on l'a vu, ce phénomène de diminution de l'importance des armées dans l'économie générale est même nettement plus accusé dans d'autres pays.

Etats-Unis

Le budget militaire des Etats-Unis apparaît bien comme une manifestation de gigantisme, dépassant de loin les normes en vigueur sur le vieux continent. Il n'y a encore jamais eu une puissance d'une telle ampleur, à la mesure d'un pays-continent et s'étendant à l'échelle du globe. Des forces américaines, bien qu'ayant été fort réduites, n'en sont pas moins dispersées dans tout le monde. Elles sont alimentées par le budget de la Défense; cependant, les forces qu'elles créent elles-mêmes à l'extérieur sont entretenues sur le budget spécial d'aide militaire. Une curieuse controverse sur le plan parlementaire a mis en évidence dernièrement le fait que de nombreux crédits proviennent mystérieusement d'autres « Départements » et sont transformés simplement en armements. Un rapporteur d'une commission parlementaire s'est déclaré dans l'impossibilité de connaître et de chiffrer ces apports et d'en faire le total. Il semble donc bien que l'Administration s'est livrée à de vraies prouesses pour nourrir ce prodigieux effort à l'extérieur.

Depuis plus d'une douzaine d'années de guerre en Indochine, le budget militaire américain a oscillé entre 60 et 80 milliards de dollars, et plus près du second chiffre que du premier. Réduit quelque peu à un moment donné, il est revenu à son niveau presque coutumier des 80 milliards sans compter l'aide militaire à l'étranger. Réduit à nouveau au niveau de 75 à 76 milliards, alors qu'était apparu le premier soulagement du fait de la vietnamisation du conflit, il va faire présentement un nouveau bond le portant à 83 milliards, chiffre jamais atteint. Mais cette augmentation serait surtout consacrée au domaine de la recherche militaire qui permettrait d'obtenir une efficacité accrue des armements, dont il est escompté un grand progrès de pacification.

A vrai dire, la question du budget américain doit être vue sous un autre angle. La guerre en Indochine, surtout en raison des moyens considérables en matériels, aussi bien qu'en hommes, que les Américains y ont consacrés, a créé une vraie ponction sur ce budget, mais en sacrifiant nettement le maintien, le développement et même le renouvellement des plus grands armements stratégiques. A ce titre-là, on peut dire que l'URSS a gagné. Pendant qu'elle attisait à peu de frais ce conflit — ce fut l'histoire somme toute des cinq dernières années, beaucoup plus longtemps même, mais dans une moindre mesure — elle réussissait à prendre une avance considérable, là où elle avait été à la cheville des Etats-Unis. En définitive, ces derniers ont été mis dans l'impossibilité de donner l'ampleur nécessaire à la part des investissements, tandis qu'était agité le hochet de la réduction « équilibrée » des armements.

La situation serait un peu redressée actuellement. La charge militaire du conflit a pu en grande partie être repassée à l'aide militaire. De nouveaux programmes d'investissements réapparaissent. Il y a notamment celui de Safeguard de défense anti-fusées, la construction d'un nouveau type de sous-marin nucléaire, au nombre de quatre, chacun à 20 fusées d'une portée de 8000 km et à tête nucléaire; prix d'un bâtiment, un milliard de dollars; création d'un nouveau bombardier lourd; et encore construction du 4e porte-avions nucléaire de 90 000 tonnes — prix unitaire, 2 milliards de dollars. Cependant, il y a encore des lacunes dans cette phase de renouveau.

Il serait bien difficile de dire si le chapitre des investissements est redevenu prépondérant dans l'ensemble du budget militaire américain. Il ne le semble pas. Il ne sera rien indiqué de précis jusqu'à sa mise en service, moment où paraît un document de la taille d'un énorme ouvrage de bibliothèque.

Toutefois, on peut en donner quelques indications générales ou certains chiffres qui en traduisent l'ampleur. Il s'agit nettement d'un budget d'inflation, qui sera en déficit de l'ordre de 25 milliards de dollars, le dizième environ d'un total de 246 milliards. Le budget militaire en représente à peu près le tiers (l'instruction publique n'est pas comprise dans le budget général, étant à charge des Etats). Le budget militaire se situe donc entre plus de 300 et plus de 400 milliards des monnaies des trois principaux pays d'Europe. Mais cela ne dit plus grand-chose, puisque les pouvoirs d'achat ne correspondent pas de part et d'autre de l'Atlantique.

Disons simplement que le seul budget militaire américain est plus de deux fois supérieur à celui de la France dans sa totalité.

Pour faire ressortir l'énormité des dépenses de fonctionnement, on peut mentionner les effectifs ci-après stationnés à l'extérieur au 1.1.72: Vietnam, Thaïlande et Flotte sur les côtes du théâtre, 216 000 hommes; Corée, Philippines, Japon, etc., 207 000 hommes; pays européens, 287 000 hommes; Amérique latine, 21 000, et pays divers dont certains en Afrique, 50 000, le tout après une réduction généralisée récente de 220 000 hommes. Ce n'est pas moins encore un total de 583 000 hommes, environ le cinquième des effectifs militaires américains. Enfin, sur un produit national brut qui a passé l'année dernière le cap des 1000 milliards de dollars, les 83 milliards du budget en représentent donc environ le 8 %.

URSS

Il est évidemment fort difficile de connaître avec quelque précision la situation du budget soviétique, notamment du fait du manque d'informations détaillées et même des grands traits de la question comme en diffusent les Etats occidentaux. De plus, la valeur de sa monnaie, le rouble, est par trop indéfinie pour permettre des comparaisons. En définitive, il s'agit d'une monnaie à cours forcé. Les rémunérations intérieures sont très faibles. Il n'y a que le rouble touristique appliqué aux visiteurs étrangers qui soit d'une étonnante valeur. Les équivalences sont pour ainsi dire impossibles à établir et cette monnaie traduit surtout un mode de vie foncièrement différent.

Toutefois, on connaît certains chiffres. On peut en tirer des tendances très générales. Il s'agit des totaux concernant la défense durant les années 1968 à 1972 (inclus), soit: 1968, 16,7 milliards de roubles et 13,5 %; 1969, 17,7 milliards et 13,2 %; 1970, 17,9 et 12,4 %; 1971, 17,9 et 11,1 %; 1972, 17,9 et 10,3 %. Ces totaux russes comportent des anomalies; l'addition des postes ne donne pas les totaux exacts; il y aurait donc des postes sciemment ignorés ou d'autres en provenance d'autres ministères; d'ailleurs, l'URSS est renommée avoir ainsi son budget militaire alimenté par diverses sources extérieures, dont par exemple la charge des 400 000 hommes de la sécurité intérieure. En outre, les chiffres concernant les pourcentages établis ne donnent jamais dans leur totalisation 100 %; il manque en général 5 % ... (?)

Il y a donc là une raison de plus pour considérer ces chiffres comme des ordres de grandeur, d'ailleurs vagues. Cependant, durant les cinq années mentionnées, l'écart d'augmentation du budget général est de 44 milliards de roubles, mais celui concernant la Défense de 1,2 milliard seulement. Le rapport par an entre ces deux éléments a tendance à décroître. L'URSS subirait donc un accroissement des dépenses globales de l'Etat sans que celles de la Défense augmentent de la même manière. Ce serait donc une même tendance que celle observée dans plusieurs pays occidentaux. Cette tendance provient sans doute d'un développement économique général fort accusé.

Par contre les dépenses militaires paraissent demeurer à un niveau assez constant. C'est à peu près la seule chose que l'on puisse dégager. Toutefois selon certains calculs, les chiffres russes seraient à multiplier par trois environ pour en avoir une équivalence avec le dollar, cela étant établi d'après les pouvoirs d'achat respectifs des deux puissances. Quant au rapport, à l'intérieur du budget militaire, fonctionnement/investissements, il n'existe pas de source comptable permettant une estimation. Il est à présumer, en raison des énormes programmes de construction d'engins stratégiques en cours actuellement, ainsi par ailleurs que des rémunérations en général très faibles, que la question investissements est loin d'être sacrifiée.

Une autre manière d'estimer les dépenses militaires

Il en a été fait mention plusieurs fois. Il s'agit de la référence apportée par le produit national brut (PNB). Le total des dépenses militaires — ce qui pourrait également être fait pour tout autre revenu ou matière — est estimé par rapport à ce revenu global. Pour que le système ait une réelle valeur, et notamment les comparaisons entre les différents pays, il faut que l'estimation de ce revenu soit faite rigoureusement selon les mêmes normes sur le plan international et utilisées d'une manière identique par tous. Il y a lieu de totaliser tous les gains effectués de chaque pays. La source des informations à cet égard paraît ne pouvoir être que fiscale. L'ensemble des revenus paraît aussi devoir être amoindri... Mais si le degré de dissimulation est sans doute universellement le même, les comparaisons demeurent valables; et si le système est bien appliqué et établi partout sur la base des recettes fiscales qui représentent un élément réel et

tangible, le procédé semble bien le plus sûr. Et il suffit alors de calculer le rapport des dépenses militaires avec la totalité des encaissements de chaque Etat. Reconnu actuellement comme le plus réel et pratique, le système est adopté à peu près partout et son usage est surtout en vigueur auprès des grands organismes internationaux.

L'Institut d'études stratégiques de Londres, dont on connaît la haute compétence, qui est un organisme d'information militaire, publie chaque année les estimations nouvelles. Il est reproduit ci-après les pourcentages de ces rapports, portant sur les années 1967 et 1970 (par ordre alphabétique):

	Ouest			*Est*	
Belgique	2,9 %	2,8 %	Bulgarie	3,0 %	3,1 %
Grande-Bretagne	5,7	4,9	Tchécoslovaquie	5,7	5,8
Canada	2,8	2,5	Allemagne (Est)	3,7	5,9
Danemark	2,7	2,3	Hongrie	2,6	3,5
France	5,0	4,0	Pologne	5,4	5,2
Allemagne (Ouest)	4,3	3,3	Roumanie . . .	3,1	3,5
Grèce	4,4	4,9	URSS	10,6	11,0
Italie	3,1	2,8			
Luxembourg . . .	1,2	0,9			
Pays-Bas	3,8	3,5			
Norvège	3,5	2,9			
Portugal	7,2	6,5			
Turquie	4,4	3,7			
USA	9,5	7,8			
et présentement		8,3			

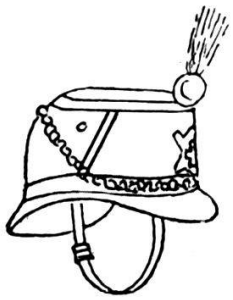
Cette dernière puissance est au sommet et figure comme le plus grand utilisateur militaire.

Il est curieux de constater les grandes différences qui existent entre les pays. D'une manière générale, ce sont les pays de l'Est dont le pourcentage des armements est le plus élevé, mais à les considérer isolément, dans les deux camps, ce sont les pays les plus développés qui atteignent les contributions militaires les plus fortes. Et l'URSS est donc à leur sommet.

* * *

Pour en revenir à la question d'ensemble de tous les budgets, mais cela plutôt pour les plus grands pays, il apparaît maintenant certaines

tendances majeures qui semblent s'imposer. L'inflation régnante a atteint ou est issue de la hausse des salaires, provoquant une augmentation grave des coûts du fonctionnement des armées. L'équilibre souhaitable à 50 % de part et d'autre, fonctionnement/investissements, est souvent rompu. Ce sont les derniers qui font les frais de l'affaire, d'autant plus que les matériels par eux-mêmes ne cessent de s'élever en prix par l'introduction de nouvelles techniques toujours plus onéreuses.

Faudra-t-il en venir à des armées de métier, notablement réduites, mais disposant de très nombreux réservistes et pourvues de stocks imposants de matériels?

Lieutenant-colonel J. PERRET-GENTIL